

FÉVRIER 2023

COMMENT LA CORRUPTION ET LE RACISME AGGRAVENT LES CONSÉQUENCES DU SÉISME



RiseUp4Rojava
<https://riseup4rojawa.org>

INDEX

1. INTRODUCTION	1
2. L'AMNISTIE DE LA TURQUIE EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION : UNE BOMBE À RETARDEMENT	1
3. UNE TAXE SPÉCIALE POUR LES SECOURS EN CAS DE TREMBLEMENT	3
DE TERRE ET DES QUESTIONS OUVERTES	
4. AFAD – CENTRALISATION & COORDINATEURS DE CRISE NON	4
QUALIFIÉS	
5. CROISSANT-ROUGE TURC	5
6. RÉACTION DE L'ÉTAT : RETARDS, RÉPRESSION DE L'AIDE NON.....	6
ÉTATIQUE & AUTRES MESURES RÉPRESSIVES	
7. CONCLUSION	7
8. SOURCES	8

8. SOURCES

¹ <https://www.corruptionwatch.org.za/corruption-kills-how-it-made-the-turkey-earthquake-much-worse/>

² Soit près de 1 300 millions d'euros.

³ Dans les provinces concernées, 294 000 documents d'enregistrement des bâtiments ont été délivrés. 59 000 certificats d'enregistrement de bâtiments ont été délivrés à Adana, 56 000 à Hatay, 40 000 à Gaziantep et 39 000 à Kahramanmaraş.

⁴ <https://www.nytimes.com/2023/02/12/world/middleeast/turkey-syria-quake.html>

⁵ <https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/brief-aus-istanbul/i-istanbul-dan-mektuplar/istanbul-dan-mektuplar-cocuklarla-evlensek-deprem-olmaz-16621027.html>

⁶ <https://ahvalnews.com/istanbul-earthquake/turkeys-331-billion-liras-earthquake-funds-were-spent>
<https://twitter.com/ArsivUnutmaz/status/1323310695681794048?s=20>

⁷ <https://www.msn.com/de-de/nachrichten/politik/hatte-keine-zeit%E2%80%9C-erdogan-zwackte-steuergeld-ab-statt-h%C3%A4user-gegen-erdbeben-zu-sichern/ar-AA17cZ2Z?ocid=mailsignout&li=BBqg6Q9>

⁸ <https://www.duvarenglish.com/lack-of-expertise-of-top-afad-official-overseeing-earthquake-rescue-operations-draws-ire-news-61804>

⁹ https://news.yahoo.com/crane-gods-sake-inside-struggles-101147374.html?guce_referrer=aHR0cHM6Ly90aW1lLnNvbS8&guce_referrer_sig=AOAAAl4jOIk563WeflifE5VrM1fMTmGuzlPFWj7SwwltxeVlnEzXh3cUr3MzLFNXzfzEIEhXucyXalOnAacXrWBsiG5Xw2OvdaH9w4Mb9esPWca3li39KSDoNse0ZniXZctBPof-CDjwK7VMns2LG2eHtbS1NludDj_7l5N2LWmPBSfu&guccounter=2

¹⁰ <https://hdpeurope.eu/2023/02/turkish-government-obstructs-and-confiscates-humanitarian-aid-for-earthquake-victims/>

¹¹ <https://t24.com.tr/haber/samandag-belediye-baskani-refik-eryilmaz-bize-gonderilen-yardimlara-el-konuldu.1090578>

¹² <https://time.com/6255634/earthquake-turkey-syria-erdogan-rescue/>

¹³ <https://greekreporter.com/2023/02/17/greek-rescue-volunteers-detained-turkey/>

¹⁴ <https://www.duvarenglish.com/turkish-political-scientist-detained-for-criticizing-govt-disaster-response-after-quakes-news-61798>

¹⁵ <https://www.duvarenglish.com/turkish-lawyer-investigated-for-asking-where-is-the-state-over-earthquake-response-news-61851>

la région; Kurdes, Turcs, Alévis et Arabes ont une longue expérience de lutte et d'auto-organisation qui est la véritable solution pour mener une vie digne et faire face à de telles catastrophes. Cette tragédie d'une ampleur considérable doit servir à repenser la manière dont nous voulons organiser la vie en société. Ceci est vrai au Kurdistan comme ailleurs. Ne permettons pas que toutes ces victimes soient oubliées et qu'aucune leçon ne soit tirée de cette souffrance.

1. INTRODUCTION

Comprendre et démêler les responsabilités humaines et politiques dans les catastrophes de l'ampleur du tremblement de terre qui a frappé des dizaines de milliers de personnes le 6 février est aussi complexe que nécessaire. Il est prouvé depuis longtemps que pour des événements naturels similaires, les conséquences humaines varient. Cela est dû, bien sûr, aux contextes socio-économiques (des pays comme Haïti ou le Japon en sont des exemples extrêmes) mais aussi au degré de corruption et d'inégalités au sein du territoire¹. La plupart des médias qui traitent des souffrances des populations au sein des frontières des États syrien et turc ont omis (soit délibérément, soit par ignorance) de souligner que la majorité des habitants de la région sont des Kurdes. Mais elle abrite également des Alévis et des Arabes et est connue pour être un bastion démocratique. C'est tout sauf un détail quand on connaît l'histoire des répressions subies par ces populations et leurs efforts d'auto-organisation, constamment mis à mal par des gouvernements convaincus que l'unité passe par la centralisation, l'uniformité et le contrôle.

Alarmés par les témoignages de nombreuses victimes, nous avons mené des enquêtes qui révèlent des abus anciens et récents dans le sud-est de la Turquie (dépendant du gouvernement d'Ankara). Certains éléments liés aux différentes administrations turques nous semblent importants et font l'objet de ce texte.

2. L'AMNISTIE DE LA TURQUIE EN MATIÈRE DE CONSTRUCTION : UNE BOMBE À RETARDEMENT

Les "zones d'amnistie" en matière d'urbanisme réglementent l'application et la propriété des bidonvilles et des bâtiments qui n'ont pas été construits conformément aux lois de zonage. Bien que la terminaison date de 1984, son utilisation remonte à l'après-guerre. Ainsi, un très grand nombre de bâtiments non conformes aux normes sont en quelque sorte graciés, échappant ainsi, dans certains cas, à une destruction planifiée.

Ces mesures d'assouplissement ont rapporté des sommes considérables dans les caisses de l'Etat (une somme d'argent permettant en effet de passer l'éponge) avec les conséquences dramatiques que l'on sait. La dernière amnistie foncière en Turquie est entrée en vigueur sous le nom de "Paix pour la reconstruction" début juin 2018, juste avant les élections législatives. "Grâce à l'amnistie, qui a recueilli près de 10 millions de demandes, 26 milliards de liras ont été collectées"², précise le secrétaire général adjoint de l'İBB, le Dr Buğra Gökce.

¹ Source: [Corruptionwatch.org](https://www.corruptionwatch.org)

Dans tout le pays, on estime que près de 8 millions de bâtiments ont bénéficié de ces mesures. Ceci fait dire à Selim Tulumtaş, président de la Chambre des ingénieurs civils, branche d'Ankara: *"Au moins 2,7 millions de personnes sont assises sur une bombe"*. Les régions les plus durement touchées par le tremblement de terre ne font pas exception³. Pourtant, il semble évident que faire preuve de laxisme en la matière dans un pays aussi à risque en termes de séismes relève de l'inconscience, voire du crime. *"Les vrais coupables sont le gouvernement actuel et les gouvernements précédents qui ont maintenu le système tel qu'il est"*, a déclaré Taner Yuzgec, un ancien président de la Chambre des ingénieurs de la construction, une organisation professionnelle⁴.

Dans la petite ville d'Erzin, dans la province de Hatay, la région du sud de la Turquie la plus touchée par le séisme, les 42 000 habitants et leurs petites maisons étaient tous debout. Aux alentours, des quartiers entiers d'Antakya ou de Dörtyol, ont été aplatis comme des feuilles de papier, avec des scènes de désolation et de mort.



Des hommes cherchent des personnes parmi les débris d'un bâtiment détruit à Adana, en Turquie. (AP Photo/Khalil Hamra)

² Soit près de 1 300 millions d'euros.

³ Dans les provinces concernées, 294 000 documents d'enregistrement des bâtiments ont été délivrés. 59 000 certificats d'enregistrement de bâtiments ont été délivrés à Adana, 56 000 à Hatay, 40 000 à Gaziantep et 39 000 à Kahramanmaraş.

⁴ **Source: New-YorkTimes**

7. CONCLUSION

À la lumière de la corruption, de la centralisation de la gestion des urgences, du détournement et de l'utilisation abusive des taxes, une image relativement claire émerge : la catastrophe déclenchée par le tremblement de terre a été terrible, mais l'ampleur des dégâts, les dizaines de milliers de morts, les destins personnels et les moyens de subsistance détruits étaient largement évitables. Compte tenu des innombrables scandales de corruption évoqués, nous déconseillons vivement les dons à certaines organisations qui ont fait la preuve de leur collusion et de leur inefficacité. Afin de garantir que l'aide arrive réellement à destination, nous recommandons de faire des dons au Croissant-Rouge kurde, qui est actif dans les régions touchées et travaille en étroite collaboration avec les organisations locales, les quartiers et les institutions démocratiques.

De nombreux crimes du régime d'Erdogan énumérés ci-dessus nécessitent des recherches plus approfondies. Par exemple, le secteur de la construction en Turquie est impliqué dans des scandales de corruption depuis des décennies, enrichissant de nombreuses entreprises dans lesquelles les proches d'Erdogan ont de nombreux intérêts. La question de savoir si et dans quelle mesure des entreprises de construction étrangères ont été impliquées dans la construction de bâtiments inadaptés nécessite également des investigations supplémentaires. Au vu de toutes ces responsabilités, nous appelons à la vigilance. Le régime AKP tente de profiter de la situation et pourrait procéder à des changements démographiques dans des zones où la majorité de la population lui est hostile. Dans la perspective des élections du 15 mai en Turquie, nous appelons les citoyens de ce pays à prendre conscience des enjeux et des manipulations d'un gouvernement qui cherche et cherchera par tous les moyens à se maintenir au pouvoir.

A l'heure où de nombreux médias occidentaux appellent à la dépolitisation de l'aide humanitaire, il est clair qu'il s'agit là d'un vœu pieux bien éloigné des réalités du terrain. Ce n'est pas nouveau : en matière d'aide, qu'elle soit nationale ou internationale, tout est politique. Le tremblement de terre et la catastrophe humanitaire qu'il a provoquée montrent que le régime AKP fait des distinctions basées sur l'ethnicité et la religion dans une telle catastrophe naturelle (où l'humanité devrait être la priorité absolue) qui ne peut être séparée du fait que l'est de la Turquie est historiquement une colonie. La région, également connue sous le nom de Kurdistan du Nord, lutte depuis des siècles contre le même centralisme antidémocratique qui a maintenant causé d'énormes dégâts.

Quant aux voix qui appellent à la solidarité et à l'humanisme, ces nobles sentiments ne peuvent avoir de sens que si l'on donne la parole aux personnes concernées et si l'on tient compte du contexte dans lequel cette catastrophe se déroule. Ces tragédies ne peuvent être considérées indépendamment d'un contexte politique marqué par la corruption, le racisme et la violence, qui exacerbe les conséquences de la catastrophe naturelle. Les peuples de

6. RÉACTION DE L'ÉTAT : RETARDS, RÉPRESSION DE L'AIDE NON ÉTATIQUE & AUTRES MESURES RÉPRESSIVES

Face aux critiques formulées dès les premières heures après la catastrophe pour la lenteur des secours¹¹, l'une des premières interventions publiques sur le terrain du président turc a été particulièrement symptomatique d'un régime engagé depuis longtemps dans la répression de toute voix critique.

Ainsi, Erdogan n'a pas hésité à menacer ouvertement de poursuites toute voix critique des mesures gouvernementales: **Nous gardons la trace de ceux qui avaient l'intention d'utiliser les fake news et les distorsions pour monter notre peuple les uns contre les autres. Ce n'est pas le jour pour discuter, mais un jour nous reviendrons sur les enregistrements que nous gardons aujourd'hui**". Dans le même temps, les réseaux sociaux tels que Twitter ont été coupés dans le pays. Ces derniers jours, des dizaines de personnes ont été arrêtées par la police pour avoir posté des messages "provocateurs" qui "répandraient la peur et la panique au sein de la population"¹².

Spontanément, de nombreux groupes et individus se sont mobilisés pour contrer le manque de soutien de l'État. La société du sud-est de la Turquie a bénéficié d'une riche expérience d'auto-organisation et de structures démocratiques de base. Des groupes de civils se sont mobilisés pour collecter des dons ou distribuer du pain et de la nourriture. Cependant, les autorités ont rapidement mis un terme à ces activités, considérées comme de la propagande anti-Erdogan. De nombreux volontaires de toute la région et des pays voisins sont venus apporter leur aide. Cependant, là aussi, l'État a fait une distinction entre les personnes autorisées à aider et celles qu'il considère comme indésirables. Des volontaires turcs et grecs ont été arrêtés pour leur appartenance à des groupes politiques de gauche qui s'opposaient au gouvernement¹³. Parmi les personnes arrêtées, on trouve un scientifique de renom¹⁴ qui s'est permis de critiquer l'inefficacité des secours et un avocat qui a eu l'audace de tweeter : "*Où est l'État ?*" Alors qu'il attendait désespérément de l'aide¹⁵.

¹¹ [Le maire de Hatay, l'une des villes les plus durement touchées, s'est indigné de ces manquements dans un média local.](#)

¹² [Source: Time.com](#)

¹³ [Source: Greekreporter.com](#)

¹⁴ [Source: Duvarenglish.com](#)

¹⁵ [Source: Duvarenglish.com](#)

À l'exception de quelques maisons et des minarets des mosquées, Erzin n'a enregistré aucun dommage, aucune victime ni aucun blessé. Interrogé, le jeune maire de la municipalité, Okkes Elmasoglu, a déclaré qu'il n'avait jamais autorisé de construction illégale. "*Certains ont essayé*", a-t-il dit. "*Nous les avons alors dénoncés au bureau du procureur et avons pris la décision de démolir les bâtiments. Nous devons tous changer radicalement de mentalité*", a ajouté le l'élu. "*L'État ne doit pas accorder de privilèges et le citoyen ne doit pas non plus chercher à obtenir un passe-droit*".

3. UNE TAXE SPÉCIALE POUR LES SECOURS EN CAS DE TREMBLEMENT DE TERRE ET DES QUESTIONS OUVERTES

La Turquie, en raison de sa situation à l'intersection de trois failles sismiques, est un pays habitué aux tremblements de terre. Après le tremblement de terre dévastateur de 1999 à Marmara, le gouvernement actuel a introduit une taxe spéciale, communément appelée "taxe sur les tremblements de terre", sur, entre autres, les appels de téléphone portable. Selon le journaliste Bülent Mumay, critique du gouvernement, l'État turc n'a reçu que 31 milliards de cette taxe jusqu'en 2020⁵. Les moyens pour les mesures structurelles de protection contre les tremblements de terre étaient donc clairement disponibles.

Cependant, une partie considérable des fonds récoltés par la "taxe sur les tremblements de terre" a été affectée à des fins totalement différentes. Même les responsables ne le cachent pas : Mehmet Şimşek, longtemps ministre des finances sous Erdogan, a déclaré en 2011 que les fonds avaient été utilisés pour la construction de voies rapides, ainsi que dans le secteur de la santé et de l'éducation, au lieu de servir, comme prévu, à l'aide aux personnes touchées par le séisme et à la reconstruction des bâtiments⁶. Déjà après un tremblement de terre en 2020 à Elazığ, dans le sud-est de la Turquie, l'opinion publique s'est indignée et une campagne intitulée : #DepremVergisiNerede (#WhereIsTheEarthquakeTax) demandant des comptes au régime AKP-MHP d'Erdogan avait été menée. Face à ces critiques, Recep Erdogan s'est contenté de déclarer: "*Nous avons utilisé les fonds là où c'était nécessaire ! Nous n'avons également plus le temps de rendre des comptes sur de telles choses!*"⁷

⁵ [Source: www.faz.net](#)

⁶ [Source: ahvalnews.com](#)

[Un politicien turc explique que : "Cet argent sert à doubler les routes, à construire des aéroports, à financer l'éducation..."](#)

⁷ [Source: www.msn.com](#)

4. AFAD – CENTRALISATION & COORDINATEURS DE CRISE NON QUALIFIÉS

L'AFAD (Direction de la gestion des catastrophes et des urgences) est une administration publique qui illustre tragiquement le clientélisme du gouvernement Erdogan qui utilise ces structures pour ses propres intérêts. Personne n'a accédé à un poste sur la base du mérite, tous les postes sont occupés par des personnes fidèles à l'AKP, qui ne peuvent guère remettre en question la terrible gestion découlant d'une absence totale de gestion des catastrophes, d'organisation des équipes de secours, de fonctionnement des ambulances ou des équipes médicales et d'un long etcetera qui se traduit par des milliers et des milliers de morts attendant des secours qui ne sont jamais venus.

Son directeur, Yunus Sezer, qui a été nommé par le président en mars 2018, en est un parfait exemple, car il n'est pas du tout qualifié pour ce poste et a déjà occupé d'autres postes au sein du ministère de l'Intérieur, auquel l'AFAD rend compte. İsmail Palakoğlu, le directeur général de la subdivision de réponse aux catastrophes de l'AFAD est un théologien qui occupait auparavant un poste à la Direction des affaires religieuses⁸.

Cette institution très centralisée prétend contrôler elle-même toute l'aide au détriment de toute efficacité comme l'explique Hevat Rojan, conseiller en sécurité du gouvernement danois. Pour être efficace, elle devrait s'attacher à répondre aux besoins locaux par le biais d'une administration locales. Une infirmière, qui a demandé l'anonymat par crainte de représailles a raconté sa propre expérience de l'organisation des secours. Préparée à arriver dans les zones sinistrées, elle dépendait de l'ordre de l'AFAD, qui n'est arrivé que 40 heures plus tard. Après être arrivée à Hatay, la région la plus touchée, elle a trouvé un hôpital de campagne sans eau ni électricité et pratiquement sans fournitures, et situé à une distance qui rendait très difficile l'accès des victimes à la zone la plus touchée. Elle conclut en arguant des lacunes par rapport au séisme survenu 24 ans plus tôt⁹.

De plus, ayant déjà été pointée du doigt par le passé pour de nombreux manquements, l'AFAD va jusqu'à confisquer les moyens déployés par d'autres structures et à mettre des bâtons dans les roues de la solidarité qui s'auto-organise avec l'aide des forces de l'ordre¹⁰. Se sachant critiquée pour ses nombreux retards, elle soigne sa communication, n'hésitant pas à s'afficher devant les caméras sans apporter de réelle aide, comme l'ont rapporté plusieurs témoins indignés. Contrairement aux déclarations du président turc sur l'impossibilité de se préparer à de tels événements, il ne fait aucun doute que la principale institution en charge n'a pas tiré les leçons du passé et que son manque d'indépendance entraîne un manque de transparence et de responsabilité.

⁸ [Source Duvarenglish.com](https://www.duvarenglish.com)

⁹ [Source news.yahoo.com](https://news.yahoo.com)

¹⁰ [Source HDP Europe](https://www.hdp.eu)

5. CROISSANT-ROUGE TURC

La devise de la Croix-Rouge internationale repose sur trois principes : neutralité, indépendance et impartialité censés pouvoir porter assistance aux populations au-delà des frontières idéologiques et partisans. Malheureusement, le cas du Croissant-Rouge turc illustre que la réalité est tout autre, n'échappant pas aux influences et à la corruption.

Plusieurs scandales de corruption, des dons à une organisation impliquée dans des cas de maltraitance d'enfants, des missions ratées, et plusieurs épisodes très contradictoires jalonnent son parcours. Dans l'un de ces scandales, en 2019, la direction du Croissant-Rouge turc a acheté 10 véhicules de luxe avec les 643 000 dollars donnés par le Programme alimentaire mondial de l'ONU pour "aider les étrangers" résidant dans le pays. Un autre épisode rapporté était le lien étroit avec la Fondation Ensar, une organisation qui a déjà été signalée en 2016 pour des abus sexuels sur 45 enfants & qui a des liens étroits avec la famille Erdogan.

En 2020, des documents ont montré que le Croissant-Rouge turc aurait donné environ 7,9 millions de dollars à la Fondation Ensar. En 2017, l'organisation était encore impliquée dans une mission ratée qui a généré un coût de 250 000 dollars. En mission pour emmener 10 tonnes de nourriture et 46 tonnes de médicaments au Yémen, avec un avion cargo loué et prêt à décoller, l'organisation a échoué dans la tâche d'obtenir l'autorisation de voler, perdant tout l'argent qui avait été alloué pour cette mission au Yémen.

AUSTRALIA

Turkish Red Crescent makes \$ 8 million donation to organisation embroiled in child abuse scandal

soLinternationa

Turkish Red Crescent purchases luxury cars with subventions

Turkish Red Crescent administration purchased luxury 4x4 vehicles with 3 million 700 thousand TL (\$643 thousand) donated by the UN World Food Programme for "aid to foreigners" living in the country

ARAB NEWS

Turkish Red Crescent caught in corruption scandal

duvaR.english

Turkish Red Crescent criticized for sending gifts using public funds

The Turkish Red Crescent was the target of widespread criticism after it sent gift boxes to journalists, indicating that they were using public and state funds to send out promotional materials.

duvaR.english
Turkey's own independent gazette

Turkish Red Crescent wastes over \$250,000 on failed aid mission

The Turkish Red Crescent spent more than \$250,000 on a failed aid mission in 2017, the daily *BirGün* reported on June 20. The organization reportedly paid \$245,000 for a rental cargo plane that was supposed to deliver food and medication to Yemen, failed to get a flight permit, and became liable for the litigation costs of over 72,000 liras.